

**CONVENTION CONCLUE ENTRE LE  
DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN  
et les personnes morales sollicitant une décision d'agrément, en vue de la  
réalisation de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-  
accession, en application des articles R.331-76-5-1 et suivants du Code de  
la Construction et de l'Habitation (CCH)**

**Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin**, agissant au nom de l'Etat,

D'une part,

et

**PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE - ALSACE**

Société par actions simplifiée

dont le siège social est 11 rue du Marais Vert à 67084 STRASBOURG CEDEX,  
immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro TI 510 475 437

représentée par M. Christophe GLOCK agissant en qualité de Président  
dûment habilité aux fins des présentes,  
qui sera dénommée « **le vendeur** »

D'autre part,

sont convenus de ce qui suit :

**I - Dispositions générales**

La présente convention est conclue en application des dispositions du II de l'article R.331-76-5-1 qui subordonne l'octroi de l'agrément à la passation d'une convention entre l'Etat et le vendeur en vue de la construction ou de l'acquisition, au moyen d'un prêt mentionné au I de l'article R.331-76-5-1, de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-accession.

L'opération concernée est réalisée sous le régime de contrats de location-accession répondant aux conditions de la loi n°84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété et à celles de la présente convention.

Est qualifié de location-accession le contrat par lequel le vendeur s'engage envers un accédant à lui transférer, après une période de jouissance à titre onéreux, qualifiée de phase locative, la propriété d'un logement moyennant le paiement fractionné du prix de vente et le versement d'une redevance jusqu'à la date de levée de l'option.

### **Art. 1<sup>er</sup> - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre de l'opération de location-accession projetée à **MOMMENHEIM 67670**, les engagements réciproques de l'Etat et du vendeur.

L'Etat s'engage à faire bénéficier le vendeur d'avantages fiscaux, sous réserve du respect par celui-ci des dispositions législatives ou réglementaires applicables. Le vendeur donne son adhésion à l'occasion de la réalisation de l'opération à des engagements définis par les dispositions des II et III ci-dessous.

### **Art. 2 - Nature de l'opération**

L'opération porte sur un programme de **construction de 12 logements neufs l'Hélios situés Rue des Alpes à MOMMENHEIM totalisant 898,53 m<sup>2</sup> de surfaces utiles :**

<b>Orientation</b>	<b>Type</b>	<b>Niv</b>	<b>N° Lot</b>	<b>shab</b>	<b>SURFACE UTILE</b>
E-N	2	RDC	1	40,72	48,64
S-E	2	RDC	2	42,00	54,26
O-S	3	RDC	3	63,21	70,84
S-O	2	RDC	4	41,19	53,45
S-O	3	RDC	5	65,63	78,04
E-N	3	1	6	67,33	80,20
S-O-E	3	1	7	70,38	83,26
S-O	3	1	8	65,15	81,26
S	3	1	9	66,83	82,63
E-N	2	1	10	43,90	57,32
S-E-O	4	Combles	11	89,33	103,92
O-S-N	4	Combles	12	89,56	104,74
				745,23	898,53

## **II - Engagements du vendeur en phase locative**

### **Art. 3 - Conditions de ressources des locataires-accédants**

Le vendeur s'engage à réserver les logements à des ménages dont les ressources annuelles n'excèdent pas, à la date de signature du contrat préliminaire ou, à défaut, du contrat de location-accession, les plafonds de ressources mentionnés à l'article R.331-66 du Code de la Construction et de l'Habitation.

#### **Art. 4 - Conditions relatives à la partie de la redevance correspondant à la jouissance du logement**

Le vendeur s'engage à ce que la fraction de la redevance correspondant au droit de l'accédant à la jouissance du logement n'excède pas les plafonds de loyer prévus à l'annexe I de l'arrêté du 26 mars 2004.

Pour l'opération relevant de la présente convention, il s'agit de 8,38 € / m<sup>2</sup> en zone B2 (plafonds 2017).

### **III - Engagements du vendeur en phase d'accession**

#### **Art. 5 - Conditions de prix des logements**

Les contrats de location-accession peuvent prévoir une ou plusieurs dates de levée d'option et définir, dans ce cas, les prix de vente correspondants. Le prix de vente doit être minoré au minimum de 1% par an, en application du II de l'article R.331-76-5-1.

Les prix de vente des logements avant minoration ne peuvent excéder les plafonds de prix maxima, définis en €/m<sup>2</sup>, à l'annexe II de l'arrêté du 26 mars 2004.

Pour la présente opération, les prix de vente des logements avant minoration se décomposent de la manière suivante :

Orientation	Type	Niv	N° Lot	shab	SURFACE UTILE	Prix HT	Prix TTC TVA 5,5%
E-N	2	RDC	1	40,72	48,64	102 834	108 490
S-E	2	RDC	2	42,00	54,26	117 834	124 315
O-S	3	RDC	3	63,21	70,84	170 084	179 439
S-O	2	RDC	4	41,19	53,45	119 917	126 512
S-O	3	RDC	5	65,63	78,04	186 201	196 442
E-N	3	1	6	67,33	80,20	168 000	177 240
S-O-E	3	1	7	70,38	83,26	187 167	197 461
S-O	3	1	8	65,15	81,26	175 500	185 153
S	3	1	9	66,83	82,63	175 500	185 153
E-N	2	1	10	43,90	57,32	118 667	125 194
S-E-O	4	Combles	11	89,33	103,92	229 000	241 595
O-S-N	4	Combles	12	89,56	104,74	224 000	236 320
				745,23	898,53	1 974 704	2 083 313

soit un prix moyen, par m<sup>2</sup> de surface utile, de 2 197,71 € HT.

Ces prix de vente ne peuvent pas être indexés sur l'indice du coût de la construction.

***Art. 6 - Offre de financement d'un établissement de crédit***

Le vendeur certifie qu'il dispose de l'engagement d'un établissement de crédit prévu au II de l'article R.331-76-5-1.

***Art. 7 - Dispositif de sécurisation de l'accédant pendant la phase d'accession***

Le vendeur s'engage à faire bénéficier l'accédant des garanties de rachat du logement et de relogement prévues au II de l'article R.331-76-5-1 ; en outre, il s'engage à proposer au locataire-accédant, en cas de non-levée d'option, un logement locatif correspondant à ses besoins et à ses possibilités.

**IV - Dispositions de contrôle et d'application**

***Art. 8 - Suivi de l'opération***

Le vendeur s'engage à fournir à tout moment à la demande du représentant de l'Etat toutes les informations et documents nécessaires à l'exercice de ce suivi.

***Art. 9 - Contrôle***

Les opérations sont soumises au contrôle de la mission interministérielle d'inspection du logement social.

***Art. 10 - Conséquences de l'inexécution des obligations***

Si le vendeur ne respecte pas les conditions prévues par la réglementation, il s'expose à devoir restituer tout ou partie des avantages dont il aura bénéficié pour la réalisation de l'opération.

***Art. 11 - Date d'effet de la convention***

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les deux parties.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Strasbourg le

Pour le vendeur,  
Le Président  
de Pierres et Territoires de France  
Alsace

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental

Christophe GLOCK